RAPPORT DE REDDITION DE COMPTES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (PARTIE C)

Source : secrétaire général

RAPPORT SUR LE PROGRAMME DE PARTENARIAT INTERNATIONAL DE L'ÉGLISE UNIE DU CANADA

Dans cette partie de mon rapport, je présenterai une vue d'ensemble et un compte rendu du Programme de partenariat international de l'Église. Le partenariat international a fait partie intégrante de la culture et de l'identité de l'Église Unie pendant ses 100 ans d'histoire et les plus de 150 ans d'existence des organismes qui l'ont précédée. Il a été un formidable catalyseur pour Mission et Service et continue d'être l'un des éléments clés des plans de l'Église pour l'avenir. L'approche adoptée a changé au fil des ans. En 2008, l'Église a réaffirmé qu'elle conçoit ses relations avec les communautés mondiales d'abord et avant tout comme des partenariats (voir *Reviewing Partnership in the Context of Empire* [Revoir nos partenariats dans le contexte de l'empire]). Par ailleurs, le dernier membre du personnel à l'étranger est rentré à la maison en 2022. En outre, compte tenu du manque de ressources, nous avons réduit le nombre de partenaires bénéficiant d'un financement à 79.

À l'issue de l'examen de 2008, l'Église a créé le [Conseil des partenaires](#), composé d'un représentant ou d'une représentante de chacune des régions où l'Église a des partenaires (Asie, Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine et Caraïbes), d'une personne représentant un organisme œcuménique mondial et d'une personne représentant un organisme œcuménique canadien, afin d'accompagner l'Église dans son engagement à la fois à l'échelle mondiale et au Canada.

En novembre 2023, l'exécutif du 44^e Conseil général a adopté l'[accompagnement radical](#) comme cadre du Programme de partenariat international de l'Église (G69).

L'accompagnement radical pousse l'Église à travailler en faveur de la décolonisation et de l'approfondissement des relations avec un nombre réduit de partenaires mondiaux. Pour ce faire, des mécanismes particuliers sont mis en place, sous la direction du Conseil des partenaires de l'Église Unie du Canada, avec qui elle travaille en étroite collaboration.

Le Conseil des partenaires a défini l'« accompagnement radical » comme un moyen de maintenir un équilibre dynamique entre plusieurs principes :

- Le partenariat dans la mission de Dieu va au-delà du partage des ressources financières;
- Le partenariat dans la mission de Dieu comprend le partage des ressources financières en tant qu'acte de justice et symbole concret de solidarité;
- Le partenariat dans la mission de Dieu qui vise à décoloniser les relations doit aborder les questions de pouvoir et de privilège dans la prise de décision concernant le partage des ressources.

Le terme « accompagnement mutuel radical » met l'accent sur :

- La mutualité, soit la volonté de cheminer ensemble vers des relations transformées;
- Le changement radical, c'est-à-dire une redéfinition en profondeur de l'engagement dans les partenariats pour remettre en question les modèles existants;
- L'accompagnement, qui constitue une approche collaborative visant à transformer les partenariats afin qu'ils soient plus équitables et plus justes;
- L'objectif de nouer des relations qui ne ressemblent plus à une relation « parent-enfant » ou « donneur-receveur », mais qui sont fondées sur le respect mutuel et la collaboration.

LE CONTEXTE DU PROGRAMME DE PARTENARIAT INTERNATIONAL

Nous avons établi des partenariats mondiaux avec diverses organisations en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'avec des organismes œcuméniques mondiaux, afin de lutter contre les injustices dans différents contextes. Vous pouvez consulter la liste des partenaires ici : [Partenaires mondiaux](#).

Afrique et Moyen-Orient

Les partenaires s'intéressent aux moyens de subsistance durables ainsi qu'à l'accès des communautés à la nourriture, aux marchés, au territoire et à l'eau potable, en particulier dans le contexte de l'accaparement des terres et de l'extraction des ressources. Ils œuvrent également en faveur de la justice et de la paix. Parmi les principaux domaines d'intérêt, on retrouve :

Le soutien aux Églises – soutenir les Églises dans leurs missions plus générales et leurs activités de plaidoyer.

Les droits de la personne – protéger les droits des femmes, des enfants et des communautés marginalisées.

Les partenariats œcuméniques – travailler avec les conseils des Églises et les organisations interreligieuses pour la consolidation de la paix et la justice.

Le renforcement des moyens d'action des communautés – promouvoir l'émancipation rurale, politique et économique.

Le soutien aux personnes réfugiées – assurer le développement communautaire, le renforcement des capacités et la défense des droits des personnes réfugiées.

Asie

Les partenaires se concentrent sur la lutte contre les violations des droits de la personne, la promotion de la consolidation de la paix, la défense d'environnements sains dans le contexte

de l'extraction des ressources, le soutien au développement communautaire durable et la sécurité alimentaire. Ils interviennent également en cas de crise humanitaire. Parmi les principaux domaines d'intérêt, on retrouve :

Le travail interreligieux – favoriser la compréhension et la coopération interreligieuses.

L'agriculture durable – soutenir l'agriculture et les moyens de subsistance durables.

Le renforcement des moyens d'action des femmes – assurer l'éducation, la formation théologique et la défense des droits des femmes.

La lutte contre le racisme – lutter contre le racisme et favoriser le développement communautaire.

Les droits autochtones – défendre les droits des peuples autochtones.

Amérique latine et Caraïbes

Les partenaires s'efforcent de garantir l'accès des communautés à la nourriture et l'adoption de pratiques durables, d'assurer l'éducation, de construire et d'entretenir des systèmes d'approvisionnement en eau salubre et de promouvoir le respect des droits de la personne, notamment les droits des femmes et des peuples autochtones, ainsi que le droit à un environnement sain. Ils interviennent également en cas de crise humanitaire et plaident en faveur de politiques de développement et d'aide vigoureuses. Parmi les principaux domaines d'intérêt, on retrouve :

La formation théologique – assurer l'éducation et la formation théologique.

L'éducation de la population – promouvoir l'éducation de la population, la réflexion théologique et le développement communautaire.

Le développement communautaire – soutenir le développement communautaire, les droits de la personne et l'écologie.

Le renforcement des moyens d'action des femmes autochtones – renforcer l'autonomie des femmes autochtones en milieu rural grâce à des projets générateurs de revenus.

La paix et la réconciliation – promouvoir la paix, la réconciliation et l'œcuménisme.

Partenaires œcuméniques mondiaux

L'Église Unie collabore également avec des organismes œcuméniques mondiaux. Il s'agit notamment du Conseil œcuménique des Églises (COE), de l'Alliance ACT, de la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER), de la World Student Christian Fellowship (Fraternité mondiale des étudiantes et des étudiants chrétiens ou WSCF) et de la Banque canadienne de

grains (BCG). Ces organisations s'occupent de questions aussi nombreuses que variées, notamment :

L'aide et le développement humanitaires – fournir de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, et plaider en faveur de ce soutien.

Le microfinancement – fournir du microfinancement aux communautés vulnérables.

Les droits à la communication – défendre les droits à la communication et répondre aux besoins de communication.

La théologie, la justice et la mission – soutenir la théologie, la justice, l'unité de l'Église et la mission.

La coopération œcuménique – favoriser la coopération et le dialogue œcuméniques.

Le perfectionnement du leadership étudiant – renforcer les moyens d'action des jeunes leaders, les mettre en relation et promouvoir des changements positifs.

En résumé, les partenaires mondiaux de l'Église Unie travaillent sur un large éventail de questions, toutes axées sur la promotion de la justice, de la paix, des droits de la personne et du développement durable dans leurs contextes respectifs, en mettant l'accent sur l'autonomisation des communautés marginalisées et sur la lutte contre les inégalités systémiques.

L'ACCOMPAGNEMENT RADICAL PAR LE PARTAGE DES RESSOURCES

Réalisations et impact

1. *Quelles ont été les réalisations les plus importantes issues de nos partenariats au cours des trois dernières années?*

L'Église a vendu les biens qu'elle possédait au Japon et a transféré le produit de la vente aux partenaires japonais par l'intermédiaire du Fonds IBS-Shadan. L'Asian Rural Institute (Institut rural asiatique) a ainsi pu acheter un autobus qui l'aide dans son travail. L'Église Unie du Christ au Japon a pu moderniser ses bureaux afin d'améliorer la communication numérique et la production média. Ils sont d'ailleurs vraiment reconnaissants.

Les ressources de l'Église Unie et les ressources œcuméniques et de la société civile canadiennes ont été mises en commun pour fournir au Centre commémoratif Martin Luther King de Cuba des fournitures médicales essentielles et une aide alimentaire pour 3 800 personnes, dont des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants, des femmes enceintes, des personnes hospitalisées et des survivants et survivantes d'inondations liées au climat. Cuba traverse actuellement sa pire crise économique en 60 ans. Avec le

renforcement du blocus économique imposé par les États-Unis, la vie quotidienne est de plus en plus difficile en raison de l'inflation élevée, des pénuries de nourriture et de moyens de transport, et des pannes d'électricité régulières. Les partenariats établis entre l'Église Unie du Canada et les partenaires œcuméniques cubains ont facilité le rétablissement ou le renforcement des relations d'autres organismes ecclésiastiques canadiens avec des partenaires cubains, ce qui a eu pour effet d'augmenter le soutien aux partenaires cubains en cette période critique.

En Colombie, les partenaires continuent de travailler au renforcement du leadership local pour la paix, en accompagnant les acteurs armés démobilisés et les victimes de la violence. Plus de 9 millions de personnes ont été tuées en raison des conflits qui perdurent depuis 50 ans dans le pays. Plus de 2 millions d'entre elles étaient des enfants et 80 % des civils. Les partenaires colombiens de l'Église Unie du Canada, notamment la Table œcuménique pour la paix et l'Église Méthodiste colombienne, ont participé activement à la promotion de l'engagement du gouvernement colombien actuel en faveur d'une paix totale, qui s'est traduit par la mise en place de tables de discussion nationales, régionales et locales réunissant le gouvernement et les acteurs armés, accompagnés de représentantes et de représentants de la société civile jouant un rôle clé. Des représentantes et des représentants de l'Église Méthodiste colombienne et de la table œcuménique ont participé activement aux discussions sur la paix qui se sont tenues à l'échelle régionale et locale à Buenaventura, Cauca et Antioquia. La Table œcuménique pour la paix a participé aux tables de discussion nationales réunissant le gouvernement et l'armée de libération nationale (ELN) – un groupe armé – en tant que représentante du secteur « religieux ». Malheureusement, le processus de paix totale a échoué à la fin de l'année 2024.

L'ACCOMPAGNEMENT RADICAL : RÉAGIR EN TEMPS DE CRISE

Réalisations et impact

1. Quelles ont été les réalisations les plus importantes issues de notre partenariat au cours des trois dernières années?

De 2023 à mars 2025, l'Église a réagi à 30 situations d'urgence, en versant 1 631 820 \$ provenant des fonds d'intervention d'urgence de Mission et Service, en offrant des services d'intervention d'urgence et en lançant des appels aux dons. Grâce à ses relations avec des partenaires mondiaux et œcuméniques, l'Église a répondu à des situations d'urgence graves, notamment à Gaza, en République démocratique du Congo, aux Philippines, en Syrie et en Ukraine, ainsi qu'à des situations d'urgence moins connues qui ne sont pas médiatisées. À la fin de 2023 et en 2024, nous nous sommes concentrés sur la Palestine et la région du Moyen-Orient dans son ensemble, en raison de l'escalade de la violence perpétrée par Israël en Palestine et au Liban. L'appel « Justice et paix en Palestine et en Israël » était principalement axé sur le plaidoyer, en raison des problèmes d'accès et des difficultés rencontrées dans l'établissement d'un couloir humanitaire sûr. Néanmoins, notre partenaire mondial, le Department of Service to Palestinian Refugees (Service d'aide aux réfugiés palestiniens ou DSPR), continue d'intervenir en fournissant de la nourriture, un soutien psychosocial, des soins

de santé et des médicaments, notamment des vaccins contre la poliomyélite pour les enfants, ainsi que des articles non alimentaires au prix de grands risques pour leur sécurité. Depuis le début des bombardements, l'Église Unie du Canada a versé 276 235 \$ pour financer l'intervention du DSPR par l'intermédiaire de l'Alliance ACT.

Le conflit en République démocratique du Congo (RDC) a entraîné une crise humanitaire majeure. Selon le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies, plus de 700 000 personnes ont été déplacées cette année, en plus des 4,6 millions de personnes originaires des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu qui cherchent déjà refuge dans les pays voisins. Les pertes en vies humaines continuent d'augmenter à un rythme alarmant. Plus de 25 millions de personnes sont en situation d'extrême insécurité alimentaire, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes. Les pannes d'électricité sont longues et fréquentes. Le manque cruel d'accès à l'eau potable et aux équipements sanitaires fait augmenter les risques de contracter le choléra et les cas de violences sexuelles et de violences fondées sur le genre envers les femmes et les enfants vulnérables. À Goma, l'épidémie de variole simienne constitue une autre menace, tandis que les centres de santé sont confrontés à des pénuries de médicaments et de fournitures.

Les besoins importants et le manque de financement sont aggravés par la suspension du financement de l'USAID, le plus grand organisme de financement au monde. Les organismes humanitaires ont reçu un très court préavis ou n'ont pas été prévenus de cette interruption, qui a eu un impact immédiat sur l'aide humanitaire en RDC et dans les pays voisins qui accueillent des personnes déplacées en quête de sécurité. En raison des réductions d'effectifs et des coupes dans les programmes, les organisations non gouvernementales n'ont pas la capacité nécessaire pour apporter une aide vitale alors que le nombre de personnes cherchant de l'aide augmente. Dans la mesure où l'Internet et l'électricité fonctionnent, le personnel du Programme de partenariat international communique régulièrement avec l'Église du Christ au Congo (ECC), l'un de nos partenaires mondiaux, par l'intermédiaire de la pasteur Marthe Maleke Kondemo, secrétaire générale du Département Femmes, Famille et Enfants (DFFE) et de ses collègues de l'unité d'intervention d'urgence SEPRODDIA. L'ECC est membre de l'Alliance ACT et répond également à l'[appel de l'Alliance ACT – CEA241](#) (en anglais). L'Église Unie a versé 66 200 \$ en 2023 et 2024 pour réagir aux catastrophes liées au climat et à l'escalade du conflit en RDC. L'Église Unie a également contribué à la réponse au conflit en RDC dans le cadre de sa participation à la Banque canadienne de grains.

2. Quelles histoires ou études de cas illustrent l'impact positif de notre partenariat?

Renforcer les partenariats mondiaux pour un avenir durable

Alors que les nations du monde travaillent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, l'Église Unie du Canada renforce son engagement en faveur de la justice mondiale grâce à son cadre d'accompagnement mutuel radical. En accompagnant son partenaire mondial, le Zimbabwe Council of Churches (Conseil des Églises du Zimbabwe ou

ZCC), et en tant que membre de la Banque canadienne de grains du Canada, l'Église Unie contribue aux progrès tangibles accomplis vers l'atteinte de ces objectifs. Ensemble, nous nous attaquons à la famine et élaborons des solutions à long terme.

Initiatives à long terme et soutien immédiat

Dans les districts de Gutu et de Bikita, les collectivités sont confrontées à la fois aux changements climatiques et à l'extrême insécurité alimentaire. Le ZCC s'efforce de relever ces défis au moyen d'une approche à plusieurs niveaux, qui fait le lien entre l'aide immédiate et la viabilité à long terme. Le projet « Scaling Up Resilience » (Renforcer la résilience) vise à éliminer les obstacles systémiques à la sécurité alimentaire, à favoriser l'adoption de pratiques durables et à renforcer les moyens d'action du leadership local. En dotant les communautés d'outils pour favoriser une agriculture adaptée au climat, la gestion des risques de catastrophe, les moyens de subsistance durables et l'égalité des sexes, ce projet reflète les principes de l'ODD 2, « Faim "zéro" », de l'ODD 5, « Égalité entre les sexes », et de l'ODD 13, « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».

Si ce travail vise à trouver une solution à long terme, nous reconnaissons également l'urgence des besoins immédiats. Le phénomène météorologique El Niño, qui s'est produit l'année dernière, a exacerbé l'insécurité alimentaire, laissant les ménages sans provisions suffisantes pendant la saison difficile. En réponse, l'Église Unie du Canada a appuyé le programme d'aide alimentaire de six mois mis en place par le ZCC. Cette initiative permet de fournir des rations essentielles à 2 400 ménages, soit 12 000 personnes, durant cette période très critique. Les familles reçoivent de la semoule de maïs, des haricots et de l'huile de cuisson, ce qui leur apporte une certaine stabilité et leur donne accès à de la nourriture. En luttant contre la faim tout en renforçant les compétences, en construisant des infrastructures et en développant les réseaux communautaires nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire à long terme, notre partenaire démontre l'interdépendance entre la justice, la durabilité et l'équité. Cette approche est fondée sur le principe selon lequel toutes les ressources, qu'elles soient financières, spirituelles ou humaines, appartiennent à Dieu et doivent être partagées de manière à donner la priorité aux voix et aux besoins des communautés.

L'ACCOMPAGNEMENT RADICAL : LES LIENS INTERPERSONNELS

Réalisations et impact

1. Quelles ont été les réalisations les plus importantes issues de notre partenariat au cours des trois dernières années? Quelles histoires ou études de cas illustrent l'impact positif de notre partenariat?

En septembre 2024, l'Église Unie du Canada a joué, avec d'autres organisations de la société civile canadienne, un rôle de premier plan dans l'organisation d'une tournée de conférences d'Ever Hernández, coordonnateur de la gestion intégrée de l'eau et de l'assainissement de l'Association pour le développement économique et social (ADES) Santa Marta. Cette tournée a été entreprise à la demande de l'ADES, qui a communiqué avec des paroisses de l'Église Unie,

des universités et d'autres Églises. L'Association salvadorienne du Canada a élargi le réseau de personnes au Canada demandant l'abandon des poursuites contre les défenseuses et les défenseurs de l'eau de Santa Marta et a fait connaître l'affaire. À la suite des réunions avec les principaux responsables gouvernementaux, une représentation de l'ambassade canadienne a assisté au procès des défenseuses et des défenseurs de l'eau de Santa Marta, qui s'est tenu en octobre et au cours duquel ils ont été acquittés. Le gouvernement canadien continue de s'engager à assister aux audiences des tribunaux, y compris au nouveau procès de ces défenseuses et défenseurs motivé par des considérations politiques.

D'octobre à décembre 2024, l'Église Unie a soutenu Tarek Al-Zoughbi, directeur de la jeunesse du Wi'am: The Palestinian Conflict Transformation Centre (Wi'am : Le centre de transformation du conflit palestinien), situé à Bethléem, en Palestine, en tant que chercheur invité au Emmanuel College dans le cadre du programme Ann Duncan Gray. En plus de sa contribution au webinaire du 5 novembre 2024 sur la lutte contre le racisme anti-palestinien au sein de l'Église et au Canada, Tarek a participé à l'élaboration du contenu des ressources de plaidoyer, d'éducation et de l'Avent de l'Église, en évoquant dans un entretien sa vie et ses expériences en tant que chrétien palestinien de Bethléem. Il a pu participer en personne au rassemblement annuel du United Network for Justice and Peace in Palestine and Israel (Réseau uni pour la justice et la paix en Palestine et en Israël ou UNJPPI), enrichissant les discussions et les ateliers grâce à son leadership et à ses contributions.

L'ACCOMPAGNEMENT RADICAL : LE TÉMOIGNAGE PUBLIC

Réalisations et impact

1. *Quelles ont été les réalisations les plus importantes issues de notre partenariat au cours des trois dernières années?*

La modératrice a participé à un [pèlerinage œcuménique pour un cessez-le-feu à Gaza](#) vers la Colline du Parlement, à Ottawa, en mai 2024. L'Église Unie a participé à la planification, à l'organisation et à la mise en œuvre de cette initiative de solidarité œcuménique. Des membres de l'Église Unie ont pris part à des pèlerinages locaux pour un cessez-le-feu à Gaza partout au pays, dont plusieurs ont eu lieu pendant le Carême de 2023. La mobilisation s'est poursuivie tout au long de l'année 2024 et jusqu'au début du mois de janvier 2025 dans le cadre du programme Take Actions (Agir), de rassemblements et de manifestations dans tout le pays, en solidarité avec les organisations de la société civile qui ont fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il publie sa propre déclaration appelant à un cessez-le-feu en juillet 2024, dans une [déclaration commune](#) avec les premiers ministres de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Étant donné son engagement à adopter une approche de décolonisation du témoignage public, à vivre une vie de disciple dynamique et à mener une quête audacieuse de justice avec ses partenaires palestiniens, l'Église Unie du Canada s'est jointe, le 19 octobre 2024, au mouvement mondial de dénonciation du génocide à l'encontre des Palestiniens et de

l'apartheid israélien, en ayant recours au boycottage, au désinvestissement et aux sanctions. Cette solidarité prophétique et exigeante est dirigée, financée et facilitée par le personnel d'Église en mission, qui travaille avec des réseaux de solidarité de l'Église Unie comme l'United Network for Justice and Peace in Palestine and Israel (Réseau uni pour la justice et la paix en Palestine et en Israël ou UNJPPJ), des partenaires œcuméniques comme Canadian Friends of Sabeel (Amis canadiens de Sabeel ou CFOS) et des organisations de la société civile solidaires des Palestiniens comme Voix juives indépendantes Canada. Le Groupe de travail pour une paix juste a mené de nombreuses consultations auprès de partenaires palestiniens et israéliens et de groupes de défense des droits de la personne et de solidarité entre 2018 et 2022. Il a également consulté des groupes pro-israéliens au sein de la communauté juive canadienne.

Cela a conduit le groupe de travail à recommander, dans son rapport de 2021 au 43^e Conseil général intitulé [Une paix juste en Palestine et en Israël : un appel à une solidarité exigeante](#), l'application d'un ensemble précis de principes à la réponse de l'Église aux appels des partenaires en faveur d'une solidarité exigeante. Le Comité théologie et relations interconfessionnelles et interreligieuses (TRII) les a précisés afin d'établir les principes de justice qui ont été [approuvés pour adoption par le 44^e Conseil général en octobre 2024](#). La mise en œuvre de ces principes a permis à l'Église de s'exprimer de manière prophétique et plus opportune en réponse aux appels à la solidarité des partenaires palestiniens et israéliens contre le génocide des Palestiniens de Gaza perpétré par le gouvernement israélien et les pratiques d'apartheid utilisées à l'encontre des Palestiniens en Israël et dans les territoires palestiniens occupés de Jérusalem-Est et de Cisjordanie annexés illégalement.

Protection et accompagnement des personnes défendant l'environnement et les droits de la personne en Amérique latine

L'Amérique latine reste l'un des endroits les plus dangereux au monde pour les personnes qui défendent les droits de la personne et l'environnement. Dans un contexte caractérisé par la montée de l'autoritarisme, le bâillonnement de la société civile et les menaces pour la démocratie à l'échelle régionale, des partenaires au Salvador, en Colombie et dans d'autres pays partenaires sont menacés de mort, détenus de façon arbitraire, et confrontés à des menaces contre leurs familles et à la fermeture de leurs organisations en raison de leur témoignage sur la promesse d'une vie abondante, de la défense des plus vulnérables et de leur identité ethnique et raciale. En travaillant de concert avec ses partenaires en Amérique latine, l'Église Unie a contribué à leur sécurité ainsi qu'à celle des défenseuses et des défenseurs de l'environnement et des droits de la personne, et des organisations partenaires. Elle a ainsi contribué à la défense des espaces démocratiques où les membres de la société civile peuvent se faire entendre dans des contextes de plus en plus autoritaires et violents. Elle a :

- Plaidé pour la libération de personnes défendant l'environnement, comme les défenseuses et les défenseurs de l'eau de Santa Marta, en collaboration avec des partenaires locaux et des réseaux internationaux de la société civile. Les défenseuses et les défenseurs de l'eau de Santa Marta ont été libérés d'une prison où leur vie était menacée et ont été assignés à résidence;

- Contribué à abaisser le niveau des menaces contre les partenaires grâce à des interventions diplomatiques et en ligne, à la mobilisation du public et à la sensibilisation;
- Fourni des ressources et des contacts pour la mise en œuvre de plans de sécurité à la demande des partenaires.

L'Église Unie du Canada a joué un rôle essentiel en réunissant des organisations œcuméniques et des organisations de la société civile canadiennes pour former le Réseau de solidarité Canada-Cuba. Cela a permis d'amplifier les appels des partenaires cubains à plaider auprès du gouvernement canadien en faveur d'une augmentation de l'aide humanitaire et d'un assouplissement des sanctions imposées par les États-Unis à l'encontre de Cuba. Grâce à ce plaidoyer, le gouvernement du Canada a été l'un des premiers pays à fournir une aide humanitaire à Cuba à des moments critiques, même si les besoins sont bien plus importants. Par exemple, le gouvernement canadien a été l'un des premiers à répondre à un appel à verser une aide financière pour acheter du lait en poudre pour les enfants cubains en mars 2024, puis en novembre 2024, après le passage des ouragans Oscar et Rafael.

Les bonnes nouvelles de 2024 en lien avec le plan stratégique

Les demandes de l'Église Unie ont été appuyées par le Parlement. Une motion parlementaire détaillée a été présentée. Bien qu'édulcorée, la motion appelant à un cessez-le-feu durable et à l'arrêt des exportations d'armes vers Israël a reçu l'appui de la majorité des députées et députés de la Chambre des communes. La personne chargée de la coordination des partenariats mondiaux a communiqué par écrit avec la députée qui a présenté la motion, et a transmis les dernières informations au Bureau du Conseil général ainsi qu'aux champions de l'Église Unie.

2. Quelles histoires ou études de cas illustrent l'impact positif du partenariat international?

L'Église Unie est solidaire du Conseil national des Églises de Corée, qui œuvre pour la paix dans la péninsule coréenne. L'Église Unie a appuyé l'appel pour la paix en Corée, une campagne mondiale ayant fédéré les efforts de paix de 370 organisations de la société civile coréenne et de 74 organisations partenaires internationales pour recueillir plus de 170 000 signatures sur sa pétition en ligne. Les membres de l'Église Unie ont récolté près de 3 000 signatures. Les signatures recueillies ont été présentées en octobre 2023 aux gouvernements de la Corée du Nord, de la Corée du Sud, des États-Unis et de la Chine, ainsi qu'aux leaders des Nations Unies au siège des Nations Unies à New York.

L'Église Unie du Canada et son partenaire de solidarité, l'International Coalition for Human Rights in the Philippines (Coalition internationale pour les droits de la personne aux Philippines), ont accompagné Neri Colmenares, avocat, militant pour les droits de la personne et ancien membre de la Chambre des représentants des Philippines, lors de réunions avec des députées et députés canadiens et des membres du personnel d'Affaires mondiales Canada en octobre 2024. Ces réunions visaient à faire état des préoccupations relatives à la stratégie indopacifique du Canada, en particulier le protocole d'entente sur la coopération en matière de

défense que le Canada s'apprêtait à signer avec les Philippines, et ses répercussions sur les protections en matière de droits de la personne.

L'ACCOMPAGNEMENT RADICAL : LA SOLIDARITÉ PAR LES VISITES ET LA PLANIFICATION CONJOINTE DE PROGRAMMES

Réalisations et impact

1. Quelles ont été les réalisations les plus importantes issues de nos partenariats mondiaux au cours des trois dernières années?

En février 2023, accompagnés par l'Église Unie et le Conseil des partenaires, les partenaires aux Philippines ont organisé la [consultation « Rated-R »](#) (Classée R) à l'Union Theological Seminary. Elle a rassemblé 38 personnes qui ont échangé leurs expériences et élaboré de nouvelles mesures pour vaincre l'homophobie et la transphobie fondées sur la religion. Les participantes et les participants étaient des personnes issues de la communauté LGBTQIA+ et des alliés de l'Église Unie du Canada et des partenaires aux Philippines, en Inde, au Japon, en Corée du Sud, à Hong Kong et en Indonésie. Le « R » ne faisait pas référence à la classification des films. Les organisateurs voulaient qu'il signifie « radicale ». Dans le contexte ecclésiastique qui continue d'évoluer en Asie, où les chrétiennes et les chrétiens sont une minorité dans presque tous les pays, elle l'était. L'une des organisatrices, Lizette Tapia-Raquel, de l'Union Theological Seminary des Philippines, a déclaré : « [Traduction] Nous cherchons à radicaliser notre compréhension de la religion, à déclencher des révolutions dans nos communautés et nos milieux très divers en vue de célébrer la diversité, dont le symbole commun est l'arc-en-ciel. »

Cet espace nous rappelle que nous avons un Dieu qui fait preuve de dévouement à notre égard. Un Dieu qui continue d'affirmer que l'œuvre d'amour et de guérison n'est pas terminée dans le monde. Nous avons un Dieu qui continue à nous inviter dans l'immensité de son amour. C'est dans cet amour que nous agissons ensemble avec la plus grande audace.

2. Quelles histoires ou études de cas illustrent l'impact positif de notre partenariat?

L'Église Unie est reconnaissante de son partenariat de longue date avec l'Église presbytérienne en République de Corée (PROK) et de son estime pour l'incroyable acte de solidarité et de témoignage de feu la pasteur Lois Wilson. Elle n'oublie pas l'accompagnement radical de l'Église Unie et lui en est reconnaissante. En 2024, lors d'une visite à l'occasion de l'assemblée générale de la PROK, celle-ci a offert à l'Église Unie un don de 10 000 \$ US pour l'achat et l'installation d'un vitrail destiné au nouveau bâtiment de la rue Bloor, à Toronto, qui abritera les bureaux œcuméniques.

En mai 2024, la personne chargée de la coordination du Programme de partenariat international pour le Moyen-Orient a codirigé une visite de solidarité aux partenaires de la Cisjordanie occupée avec quatre collègues de l'Église presbytérienne au Canada. L'importance du partenariat et la profondeur des relations étaient palpables et s'exprimaient par le fait

d'être ensemble à ce moment précis, alors que nos sœurs et nos frères palestiniens de Gaza s'opposaient fermement à un génocide, tandis que ceux de la Cisjordanie occupée, et du monde entier, assistaient au génocide de leur peuple sur les médias sociaux et en direct à la télévision.

La jeunesse arménienne a accueilli notre solidarité par une présence critique, car elle mène la lutte contre le vol des propriétés de l'Église arménienne à Jérusalem-Est par des colons agissant illégalement. Ces jeunes assurent une présence protectrice 24 heures par jour, 7 jours par semaine, tout au long de l'année. Un jeune leader nommé Hagop a déclaré : « [Traduction] La perte de ce territoire mettrait en péril l'existence de la communauté chrétienne de Jérusalem. Le monde doit comprendre le danger réel et immédiat que représente la poursuite de l'annexion par Israël. » Le territoire palestinien est une cible depuis 1948. Il n'y a que 4 000 chrétiennes et chrétiens palestiniens autochtones dans la vieille ville et 8 000 dans tout Jérusalem. -----

En cette époque où les choses changent rapidement, où les inégalités sont manifestes et où l'on malmène la planète, le cadre d'accompagnement mutuel radical vise à approfondir les relations avec les partenaires mondiaux d'une manière décolonisée et équitable. Conformément au plan stratégique de l'Église Unie (2023-2025), l'accompagnement mutuel radical favorise une vie de disciple dynamique, une quête audacieuse de justice et une spiritualité profonde dans les partenariats mondiaux.

L'avenir du Programme de partenariat international de l'Église Unie

Compte tenu de l'évolution du contexte mondial, de la concurrence pour les ressources et de l'engagement à décoloniser notre approche, nous entendons veiller à ce que notre programme soit durable, solide et dynamique à l'avenir. Nous savons qu'il sera différent de celui des 100 dernières années, et que les membres et le personnel de l'Église Unie ont contribué de façon importante à l'Église mondiale. J'ai demandé au personnel de travailler avec les membres élus et le Conseil des partenaires dans le but d'amorcer la conception du futur Programme de partenariat international de façon à ce qu'il honore le passé, mise sur ses points forts et prévoie les nouvelles réalités mondiales. Je rendrai compte de l'avancement de la conception, à mesure qu'elle prendra forme, lors d'une prochaine assemblée du Conseil général.